

Congrès de l'AFEP, 2-4 juillet 2014

Lauderdale : une critique libérale du libéralisme et des politiques de rigueur

Simon Hupfel – Jean-Daniel Boyer

Avertissement : ce texte s'inscrit dans le cadre d'un projet de recherche en cours sur James Maitland, 8^e comte de Lauderdale. Il s'agit davantage d'une note de lecture des principaux textes de cet auteur. La présentation orale sera plus concentrée sur la critique qu'il fait des politiques de rigueur, qui trouvent un écho intéressant à l'heure actuelle et peut permettre de réfléchir à l'intérêt d'un auteur relativement négligé par l'histoire de la pensée économique.

I. Richesses et croissance des richesses

Lauderdale ouvre ses *Recherches sur la nature et l'origine de la richesse publique* en soulignant, avec Locke, que le langage est un vecteur d'erreur et qu'il véhicule des préjugés dans les sciences, et en particulier en économie (xi). Il en va ainsi du terme de richesse. Confondu par les mercantilistes avec les métaux précieux, les richesses sont également mal cernées par les physiocrates ou par Smith qui, aux yeux de Lauderdale, confondent les richesses privées et les richesses publiques en supposant que la somme des premières équivaut à la richesse générale. De même qu'il n'est pas possible d'estimer la richesse d'une nation en faisant usage des procédés comptables utilisés par les marchands pour s'en remettre à la balance du commerce, il n'est pas non plus possible de définir la richesse publique à partir des richesses privées individuelles (1). Ceci amène alors Lauderdale à s'interroger sur les origines de la richesse publique (2).

1. richesses privées et richesse publique

« Les richesses individuelles consistent dans tout ce que l'homme désire comme lui étant utile ou agréable, et qui se trouve dans un certain degré de rareté » (38). Un homme riche est donc quelqu'un qui possède des biens désirables et rares. Autrement dit, c'est quelqu'un qui détient des denrées ayant de la valeur – ou qui détient des valeurs –, valeur qui est fonction du degré de rareté de la marchandise et de l'intensité des besoins qu'elle suscite. Dans la perspective de Lauderdale, la valeur d'une marchandise n'est ni une qualité inhérente à la marchandise, ni une qualité invariable (8). Elle réside toujours dans la comparaison de la marchandise à d'autres marchandises (9). Ainsi, concernant la valeur, deux choses sont déterminantes.

« 1.° (...)Les choses n'ont de valeur qu'autant qu'elles joignent à un certain degré de rareté, les qualités qui en font des objets de notre désir.

2.° (...) Pour toute espèce de marchandise le degré de valeur dépend de la proportion entre la quantité et la demande » (23).

Par extension, la richesse individuelle, considérée comme étant la somme des valeurs possédées, est elle aussi relative. Le riche possède des biens rares.

Par opposition, la richesse publique est un état caractérisé par l'abondance des denrées que l'homme désire : « La richesse publique consiste dans tout ce que l'homme désire comme lui étant utile ou agréable » (37). Cette richesse publique est donc considérée comme une quantité de denrées. Elle n'est pas perçue de manière relative. Dans la perspective de Lauderdale, un pays n'est pas riche en comparaison d'un autre mais parce qu'il a facilement accès à des denrées nombreuses et variées. Lauderdale ne met donc pas l'accent sur un impératif de puissance nationale mais bien sur celui de richesses appréhendées comme une somme de marchandises disponibles.

Au final, le riche est riche parce que les biens qu'il possède sont rares autrement dit parce que la nation est partiellement pauvre. Si l'ensemble des biens était en abondance, la valeur des marchandises serait faible et le riche serait davantage pauvre. A cette première dissociation, Lauderdale va en ajouter deux autres. Il s'oppose à l'idée selon laquelle la somme des fortunes particulières donne l'état exact de la richesse nationale et par extension, à celle selon laquelle « les capitaux d'une société étaient les mêmes à tous égards que ceux des membres qui la forment » (25).

Si la position de Lauderdale se comprend intuitivement, elle n'en demeure pas moins problématique. Alors que Lauderdale soulignait que l'abus de langage produit des erreurs en économie (xxiv), il pourrait lui-même être critiqué à cet égard. Pour lui, la richesse privée n'est pas constituée de denrées mais elle est estimée en valeur (nominale) par essence relative. Autrement dit, elle tient compte du prix : c'est une richesse en terme monétaire. Si nous nous remettons à ce qu'il propose comme étant la deuxième dimension de la valeur, sa proposition renvoie essentiellement à une théorie du prix, autrement dit à une prise en considération des denrées sous forme de rapports d'échange. Sa théorie de la valeur est en fait une théorie du prix, ce qui se perçoit aisément quand il examine les variations de « valeur » d'une marchandise suite aux variations des quantités et des demandes de cette denrée (pp. 39 et sqq). En délaissant la perspective qu'il proposait, un lien entre richesses privées et richesse publique aurait pu être établi. Il nous semble d'ailleurs que Smith propose un tel lien. A ses yeux, les richesses privées peuvent être perçues comme l'ensemble des denrées dont dispose l'individu. La richesse nationale serait alors bien la somme des richesses individuelles c'est-à-dire la somme des denrées des denrées dont il dispose.

Quoi qu'il en soit, et à partir des définitions qu'il propose, se dessine chez Lauderdale, l'idée qu'il existerait une dissociation forte entre les richesses privées et les richesses publiques, et de manière encore plus forte, qu'une relation inverse régirait le lien entre ces deux grandeurs, la somme des richesses publiques diminuant quasiment toujours consécutivement à la hausse des richesses privées. L'individu est d'autant plus riche qu'il possède des choses de valeurs, c'est-à-dire des denrées rares. La richesse publique est au contraire estimée en termes réels : c'est une somme de denrées. Un pays est donc d'autant plus riche que les denrées sur son territoire sont abondantes.

2. Les origines de la richesse publique

Pour Lauderdale, il s'agit dès lors de prolonger sa remise en cause de ce qu'il appelle les « doctrines libérales » en s'interrogeant ensuite sur les fondements de la richesse publique.

Après la remise en cause de leur définition de la richesse, la critique de Lauderdale s'en prend à l'incapacité des économistes à en définir les sources. La physiocratie est ainsi critiquée pour avoir « soutenu que la terre est la mère de l'opulence » (78-79, 82), le système mercantile pour avoir supposé que le commerce en était l'origine (80-81) et Smith pour avoir hésité sur les origines de la richesse des nations donnant parfois sa préférence au travail, parfois à la terre, parfois aux capitaux et parfois aux trois (82-85).

Pour rompre avec ces imprécisions et ces hésitations, Lauderdale propose trois sources aux richesses : la terre, le travail et les capitaux (78, 86). Chacune, « par des moyens distincts et séparés, concourt à la production des objets que l'homme désire, de ces objets qui, ainsi que l'on a vu, constituent son opulence » (86). La centralité de l'une des trois sources de la richesse semble devoir varier en fonction des époques. La terre est ainsi effectivement la source historiquement première des richesses offrant aux premiers hommes ses richesses (89). Vient ensuite le travail, « qui perfectionne et augmente les produits naturels du sol » (92) et qui concourt à accroître l'abondance des objets désirés par l'homme rendant de ce fait infondée la distinction établie par Smith entre le travail productif et le travail improductif (103 ; 109). Le capital dans ses formes variées participe la production de richesses en abrégeant le travail.

« Les capitaux, soit fixes, soit circulans, dans le commerce intérieur, ou dans l'extérieur, loin de servir à donner de l'action au travail, loin d'en augmenter la puissance productive, ne sont, au contraire, utiles et profitables que dans ces deux circonstances, ou qu'il suppléent à la nécessité d'une portion de travail que l'homme devrait faire de ses mains ; ou qu'ils exécutent un certain travail qu'il n'est pas au pouvoir de l'homme de faire lui-même » (150-151)

Ainsi, ce ne sont pas les capitaux seuls qui participent à l'accroissement des richesses. Ils n'y parviennent que parce qu'ils suppléent à un certain travail. Dans cette perspective, « l'État ne saurait trouver aucun avantage dans la possession de plus de capitaux qu'il n'en peut employer à faire le travail ou à y suppléer dans la production à la fabrication des choses que le consommateur demande » (152)

3. Une croissance sur le fil du rasoir

L'accumulation du capital pour elle-même est donc vaine. Elle n'a d'intérêt que si elle répond à un besoin, à une demande. Se précise donc une tension existant entre l'accumulation de capital (ou l'épargne) et la demande qui conduit Lauderdale à réhabiliter partiellement le prodigue. L'épargne seule ne parviendra pas à générer la croissance. Tant que les capitaux suppléeront au travail leur accumulation sera bénéfique. Dans le cas contraire, la limitation des dépenses et l'accumulation seront préjudiciables à la nation. Ceci s'explique d'une part parce l'épargne excessive et la suraccumulation de capital a pour conséquence de détourner la demande des secteurs produisant des biens de consommation vers des secteurs produisant des biens de production. L'accumulation de capital se fait alors semblable à un entassement d'objets sans aucune utilité ne permettant pas l'accroissement de la production. Au final, « poussé au-delà de ses justes limites, ce désir d'accumuler nuira donc au public de deux

manières : en créant une plus grande quantité de capitaux qu'il n'est nécessaire, et en ôtant à la reproduction future une partie de son encouragement » (164). Et Lauderdale de souligner qu' « il est très-reconnu que la consommation doit toujours précéder la production » (87). Finalement, la croissance ne pourra se faire que sur le fil du rasoir (156), guidée par les besoins individuels de consommation. En ce sens, Lauderdale remet ainsi à l'honneur certains préceptes développés en France par les défenseurs de la science du commerce au cours des années 1750. Comme Forbonnais pour qui « le besoin commande et rien ne lui résiste ; c'est lui qui établit le niveau des consommations, des prix, de la production ; on ne peut s'en rapporter à la vigilance de sa police » (Forbonnais, 1767, II, 109), Lauderdale suppose que le besoin anime la production et stimule la croissance expliquant d'ailleurs la promotion qu'il fait du libre-échange (274 et sqq).

Dans cette perspective, il ne s'agit pas d'encourager la constitution de richesses privées car cet encouragement se fait au détriment de la communauté. Tel est le cas archétypique offert par l'exemple des monopoles qui concourent à l'augmentation des prix et à la raréfaction des denrées. S'ils sont de nature à accroître certaines richesses privées, ils participent néanmoins à l'appauvrissement le pays (36). C'est pour cette raison que Lauderdale se fait avec Quesnay et Smith l'adversaire du système mercantile. L'Etat doit protéger « le biens public contre la rapace avarice des particuliers » prêts à créer la disette pour accroître leur fortune (35-36). Mais la critique de Lauderdale vise également l'épargne comme nous le verrons. L'épargne, comme moyen d'accroître la fortune privée, ne permet pas d'accroître la richesse publique. Et Lauderdale de proposer une certaine réhabilitation du prodigue en souhaitant notamment implicitement que l'économie se libère des jugements moraux relatifs aux comportements individuels.

II. La condamnation des fonds d'amortissement et de l'épargne forcée:

Sur ces principes, Lauderdale va être amené à critiquer la valorisation morale de l'épargne et de la parcimonie. Mais il va surtout s'insurger contre les mesures législatives favorisant tout système d'accumulation ayant pour conséquence de promouvoir une épargne forcée. C'est ici que réside sa critique des fonds d'amortissement (174) (1). De telles mesures promouvant l'épargne forcée seraient de nature à engendrer l'appauvrissement de la nation anglaise.

1. La critique des fonds d'amortissement et des projets de Price et de Pitt:

En 1772, Richard Price (1723-1791) qui fut rappelons-le un théologien, un philosophe moral, un mathématicien travaillant avec Bayes sur les probabilités, mais aussi un économiste et un défenseur des révolutions américaine et française, fait paraître un bref essai de 58 pages intitulé *An appeal to the public, on the subject of the national debt*. Il y présente le principe général d'un fonds d'amortissement (« sinking fund ») ayant pour objectif le remboursement de la dette nationale. Pour Price, un “sinking fund” apparaît comme “any SAVING or SURPLUS, set apart from the rest of an annual income, and appropriated to the purpose of paying off or sinking debts “. (Price, 1772, 2). Pour lui, il s'agissait d'assigner prioritairement ce surplus à la constitution d'un fonds d'amortissement plutôt qu'au paiement du service de la dette « current services » ou au remboursement immédiat de la dette (Price, 1772, 3). L'avantage de la constitution du fonds est que celui-ci s'accroît grâce aux intérêts perçus (« it becomes a fund always increasing itself » Price, 1772, 3). Il s'agit donc de constituer un

fonds, de l'alimenter chaque année, et d'allouer ses montants à l'achat de titres de la dette nationale. Les intérêts des titres achetés venant ensuite alimenter eux aussi le fonds et doivent ainsi permettre de rembourser à terme la dette.

Le projet de Price fut repris par Pitt en 1786. Son objectif étant de rembourser à terme la dette nationale anglaise pour maintenir le crédit britannique afin d'assurer des taux d'intérêt faibles. Dans le discours de Pitt rapporté par Lauderdale c'est véritablement le rôle joué par le crédit que Pitt met en exergue pour souligner sa capacité à catalyser la croissance. C'est le crédit qui stimule le commerce intérieur et extérieur favorisant avec lui la production manufacturière et la division du travail. C'est l'avantage en terme de crédit qui est selon Pitt la source essentielle de la puissance de l'Angleterre et qui est l'arme capable de renverser la puissance et le commerce des autres nations. Le second déterminant de la richesse et de la puissance anglaise c'est, aux yeux de Pitt, l'accumulation de capital (178). Finalement Pitt propose une sorte de synthèse des conclusions du système de marchands et de Smith pour mettre en exergue la nécessité du crédit et de l'accumulation de capital.

A ces propositions, Lauderdale oppose des arguments de différente nature. Il souligne d'abord que l'objectif du fonds est mal fondé. A ses yeux, l'objectif avoué du fonds d'amortissement ne vise pas la richesse publique mais la puissance de l'Angleterre. (174 : Price : il aurait rendu la Grande-Bretagne l'envie et la terreur du monde ». Est ainsi proposé une opposition entre l'objectif de puissance et l'objectif de richesse. Dans les écrits de Lauderdale, comme chez ceux de Smith d'ailleurs, l'impératif de puissance nationale est directement reliée à l'opposition belliqueuse entre les nations qu'elle passe par la guerre économique ou les opérations militaires. Ces deux modalités mises en exergue par le système mercantile ont pour conséquence essentielle de limiter la richesse publique. Les opérations militaires génèrent en effet des destructions de richesses suite aux déflagrations qu'elles engendrent. De même, la guerre économique, valorisant l'impératif des excédents commerciaux provoque, par la mise en place de mesures favorables aux grands manufacturiers, aux monopoles, un accroissement de certaines fortunes privées au détriment de la richesse publique.

Un second argument met en avant le fait que le premier essai du système d'accumulation a échoué (174).

Enfin, et c'est l'essentiel de la critique, Lauderdale s'oppose au fait que le fonds d'amortissement nécessite une épargne forcée qui nuira à la croissance économique. La croyance selon laquelle l'épargne produit des richesses est infondée : elle relève de l'illusion. Cette critique est plus particulièrement celle de l'épargne financière. Ainsi, Lauderdale souligne d'emblée qu'

« Avant d'entrer dans ces recherches, je préviendrai le lecteur qu'un sou placé dès la naissance de Jésus-Christ, à cinq pour cent d'intérêt composé, aurait déjà produit une somme supérieure à une masse d'or qui égalerait cinq cent millions de fois celle de notre globe ; et ce calcul est aussi exact et aussi vrai que tous ceux que nous a donnés le parlement depuis qu'il se berce de ces illusions ». (183)

Sur ces constats, la critique de Lauderdale prend une tournure politique. Non sans faire écho à la critique smithienne des politiques mercantiles lors de la découverte de nouveau monde,

Lauderdale critique « les rêves d'or dont le parlement et la nation se sont bercés au milieu de leurs calculs » (204). Pour ajouter que

« le fonds d'amortissement, qui est le fruit de cette illusion, et qui ne peut jamais s'élever au niveau de la dette publique sans ruiner l'Etat, a facilité beaucoup les moyens de contracter la dette, en donnant aux ministres la faculté de déranger plus complètement la distribution naturelle et très-avantageuse de la propriété ; cette distribution qui, attachant par le plus grand intérêt le possesseur à sa propriété, l'encourage, l'excite à des efforts 'industrie qui sont une source de biens et pour lui et pour la société » (204-205)

Le fonds d'amortissement a finalement créée l'illusion que la dette nationale était supportable et a ainsi encouragé sa constitution.

Mais plus fondamentalement, Lauderdale va mettre l'accent sur les effets perturbateurs de l'épargne forcée et sur ses effets récessifs.

2. Critique de l'épargne forcée et de l'effet récessif du fonds

La critique de l'épargne se double de la mise en exergue de son caractère récessif. L'épargne forcée ou « économie forcée » (185) pose ce problème qu'elle n'est pas « contrebalancée » par une dépense extraordinaire. En effet, la constitution du fonds suppose la création d'un impôt nouveau, autant de dépenses en moins dans l'économie nationale. Ce prélèvement étant uniquement destiné à la constitution d'une épargne financière n'est pas réinjecté dans le circuit économique et se présente comme une fuite. Cette diminution de la demande est dès lors susceptible d'engendrer un effet récessif sur l'économie. Pour Lauderdale,

« Les auteurs qui ont traité de l'économie politique, quelque divisés d'opinion qu'ils soient sur d'autres points, conviennent tous sur celui-ci, que toute l'industrie occupée à remettre au marché une espèce quelconque de marchandise, se met d'elle-même et naturellement au niveau de la demande effective (effectual demand), et tend sans cesse à fournir précisément la quantité suffisante pour y satisfaire. Si cela est vrai, que s'ensuit-il ? que la diminution des demandes amènera une diminution proportionnée des productions nationales. » (186-187)

La proposition de Lauderdale opère ici, et quoiqu'il en dise, un renversement par rapport aux propositions des auteurs qui ont traité de l'économie politique. Certes, pour lui donner du crédit il s'appuie sur Quesnay en faisant figurer en note deux citations de l'auteur. La première issue des *Maximes générales du gouvernement économique* met l'accent sur le fait que « la totalité des sommes du revenu rentre dans la circulation annuelle » et que l'épargne serait un vice car les « fortunes pécuniaires arrêteraient la distribution d'une partie du revenu annuel de la nation », « cette interception du pécule diminuerait la reproduction du revenu »¹

¹ La citation proposée par Lauderdale est « Que la totalité des sommes du revenu rentre dans la circulation annuelle, et la parcourt dans toute son étendue ; qu'il ne se forme point de fortunes pécuniaires, ou du moins qu'il y ait compensation entre celles qui se forment et celles qui reviennent dans la circulation ; car autrement ces fortunes pécuniaires arrêteraient la distribution d'une partie du revenu annuel de la nation, et retiendraient le pécule du royaume, au préjudice de la rentrée des avances de la culture, de la rétribution du salaire des artisans,

(186 note 1). La seconde, extraite de la *Philosophie rurale*, renforce cette même idée soulignant qu'« il importe que le revenu soit dépense, car toute épargne sur le revenu est diminution de dépense, et par suite directe, de production et de revenu ». Lauderdale opère donc une extension par rapport aux propos physiocratiques. La perception de l'épargne n'est plus uniquement cantonnée à l'épargne de la classe du souverain, propriétaires et décimateurs. Elle s'étend à toute épargne. De même, Lauderdale reprend à Smith la notion de demande effective (« effectual demand ») qu'il cite là encore dans la même note de bas de page. Mais contrairement à Smith qui se servait du concept pour exposer sa conception relative à la détermination des prix de marché, Lauderdale fait de la demande effective, perçue comme demande potentielle et solvable, le déterminant de la production. Dans cette perspective de synthèse entre les positions de Quesnay et de Smith, Lauderdale est alors amené à mettre l'accent sur la force de la demande dans la détermination des quantités produites et donc dans sa détermination de la richesse.

La constitution d'un fonds enlève donc à la demande une partie des revenus et génère un effet récessif (187). Elle diminue donc les taux de profit et les taux d'intérêt tout en concourant à l'augmentation du cours des obligations d'Etat (189-190). Selon Lauderdale, cette tendance a pour conséquence un déversement des capitaux vers l'étranger, où les taux de profit et d'intérêt sont plus importants. Cette fuite des capitaux renforcerait l'effet récessif. Apparaîtrait alors une situation de déflation où coexisteraient de faible taux de profit et d'intérêt et une tendance à la diminution des prix faisant suite à la diminution de la demande. Nous serions également proche d'une situation de trappe à liquidité où les faibles taux d'intérêt ne stimuleraient pas l'investissement compte tenu de taux de profit faible et d'une demande solvable s'amointrissant.

Le fonds d'amortissement serait donc de nature à engendrer une perturbation du système économique et à générer du fait de l'épargne forcée qu'il nécessite une récession économique.

III. Croissance, demande et répartition des richesses

1. Affirmation de la centralité du capital dans la croissance économique

S'inspirant de la théorie des quatre stades, Lauderdale est amené à souligner que l'importance des trois facteurs de production sur la croissance économique varie suivant l'état dans lequel se trouve la société (207). À mesure du développement économique, la terre perd de sa centralité au profit du travail, qui lui-même s'efface progressivement devant le capital. De même, le développement économique est marqué par l'augmentation des quantités de marchandises mais également par le perfectionnement de leurs qualités (212). Ceci amène Lauderdale à conclure que l'opulence « doit être attribuée à *deux circonstances qui sont particulières à l'espèce humaine, et qui la caractérisent : savoir, la faculté de diriger son travail vers la multiplication et l'amélioration des productions naturelles, et celle d'y suppléer et de l'exécuter au moyen des capitaux* » (232). Plus que la division du travail, c'est l'invention de machines qui est déterminante ; c'est elle qui explique le développement économique. Et Lauderdale de se demander « quels progrès [l'homme] pourrait-il faire [sans machines] dans la fabrication des épingles, pour les exécuter avec tant de rapidité (217). Le déterminant essentiel de la croissance des productions réside finalement dans la substitution du capital au travail.

et de la consommation que doivent faire les différentes classes d'hommes qui exercent des professions lucratives : cette interception du pécule diminuerait la reproduction du revenu. »

« La société doit sa richesse et ses jouissances » « à l'avantage immense et distinctif qu'a l'homme de suppléer au travail par les capitaux, joint au pouvoir qu'il possède de le diriger vers la multiplication et l'amélioration des productions naturelles » 218

Le capital devient donc l'élément essentiel de la croissance pourvu qu'il supplée au travail. S'il n'a pas cette finalité, il est au mieux sans utilité au pire, il est néfaste à la croissance expliquant la condamnation que fait Lauderdale de l'accumulation forcée et de la constitution de fonds financiers. C'est finalement le capital au sens de stock de machines qui est mis à l'honneur par Lauderdale pour peu que son accumulation réponde à un besoin et à une demande préalable.

2. Rôle de la demande effective et des besoins dans la substitution du capital au travail

Chez Lauderdale, ce sont en effet les besoins et la demande solvable qui guident le développement économique. La production est ainsi totalement déterminée par la demande qui règle « la quantité, la nature et la qualité des choses que l'homme produit par son travail » (232). Mais bien davantage, c'est l'ensemble du système productif qui est modelé par la demande. Ainsi, tout besoin nouveau qui est converti en une demande effective nouvelle c'est-à-dire dans une demande solvable engendre une augmentation des prix de la denrée convoitée et offre ainsi un encouragement à son producteur. Par ricochet, cette demande nouvelle engendre une diminution de la demande d'autres biens. Au final, la demande « règle la distribution de l'industrie aussi impérieusement que les desirs et les inclinations de l'homme décident sa conduite et dirigent ses efforts. Tout ce qui fixe ou détermine la proportion de la demande pour différents articles de la richesse publique, doit donc affecter et régler la distribution de l'industrie » (234). La demande effective est, en plus d'être le déterminant essentiel de la croissance, celui de la structuration du système productif. C'est elle qui anime la production et modèle l'économie nationale. Elle est la force et le ressort majeurs de l'évolution économique.

« Ni les intérêts privés de quelques individus, ni les aveugles préjugés des autres, ni la politique des gouvernements, rien ne saurait forcer l'industrie à prendre un cours particulier, si ce n'est au moyen d'une augmentation de demande pour les objets qu'elle produit. Les ordres du despotisme et les vains calculs de ses ministres n'ont sur elle aucun effet durable, à moins qu'ils ne tendent à altérer la demande. Des secours pécuniaires accordés au manufacturier peuvent créer et même soutenir un commerce perdant ; mais un commerce florissant ne peut naître que de la demande, ni subsister que par elle : seule elle peut diriger constamment dans des canaux féconds l'industrie de l'État » 234.

Le libéralisme de Lauderdale est ainsi fondé sur cette mise en exergue de la demande effective qui est présentée comme le déterminant naturel du développement des sociétés tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif ; le système productif reflétant les besoins individuels des membres d'une nation. Ce n'est plus l'intérêt individuel qui est considéré comme le principe dynamique en économie mais bien davantage le désir.

Sur ces fondements, Lauderdale va ensuite s'interroger sur les déterminants de la demande effective en les reliant aux desirs. Il est ainsi amené à proposer une classification des

désirs distinguant d'une part « le premier, l'universel, le plus ardent desir de l'homme [qui est] de se procurer les purs alimens » du « second [qui est] de se garantir de l'inclémence des saisons » (235). A ses désirs que l'on pourrait qualifier de naturels, « communs à tous les animaux », Lauderdale ajoute d'autre part « tous les autres désirs qui se lient à la richesse, (lesquels sont particuliers à l'espèce humaine) » (235-6). À côté des désirs naturels de conservation existent donc des désirs nourris par la richesse. Ces désirs ne semblent pas être pour Lauderdale socialement créés. Ils ne naissent pas d'un désir de distinction ou d'imitation mais d'une illusion selon laquelle de la consommation de biens plus raffinés, plus délicats et de meilleure qualité augmenterait son bien-être. C'est de cette illusion de bien-être que naissent les désirs.

« Voyez ce malheureux qui se nourrit d'un pain grossier, étanche sa soif avec de l'eau, se couvre de haillons, dort sur la paille, et qui sait goûter dans ce misérable état le contentement et la félicité. Augmentez sa richesse, vous augmenterez ses désirs, et peut-être sans ajouter sensiblement à son bonheur. Cependant il mange un pain de meilleure qualité, s'abreuve de quelque liqueur que l'art a préparé, prend des habits décens, se loge d'une manière commode et agréable : enfin, à proportion que vous étendez sa richesse, ses desirs agrandissent pour lui l'idée du bien-être. »

Une telle illusion est excitée par la détention de richesses (241). Plus les richesses se répandent plus les désirs se multiplient et plus aussi ils peuvent se réaliser. « C'est donc une conséquence forcée que la distribution de la richesse, qui tout-à-la fois donne les moyens d'acquérir et inspire le desir de posséder, règle impérieusement la nature et l'étendue des demandes » (241).

Même s'il met à l'honneur la demande effective, Lauderdale souligne également les effets de rétroaction existants entre croissance des richesses et demande effective.

3. Répartition des richesses et croissance économique

S'il a souligné le rôle de la demande effective en tant que déterminant la croissance et la structure du système productif, Lauderdale va en dernière instance souligner le rôle joué par la répartition des richesses. Influant sur la demande effective, la répartition des richesses détermine donc par extension la structuration du système productif. Ainsi, « la distribution des propriétés, laquelle détermine la nature de la demande, règle et décide seul dans toute la société la marche et la direction industrie » (254-255). L'élément décisif dans la sphère économique devient ainsi la répartition des richesses au niveau national. Une répartition inégalitaire des richesses aura tendance à limiter la croissance puisqu'elle limite à la fois la demande effective et les désirs des plus pauvres (263). D'autre part, elle engendrera un système productif jugé difforme par Lauderdale puisque les productions de luxe seront stimulées au détriment d'autres secteurs (212-213). Pour peu que les plus riches habitent, comme en France, une partie circonscrite du territoire national et c'est tout le système productif qui se trouve déséquilibré (254 et sqq). Même s'il ne le souligne pas, nous pourrions également supposer que la répartition inégalitaire des richesses serait de nature à engendrer davantage d'épargne nuisible à la croissance puisque l'accumulation de capital ne répondrait pas à un besoin et ne servirait pas à abrèger le travail. Quoi qu'il en soit Lauderdale n'hésite pas à conclure qu'« on peut observer en général, que la grande inégalité des fortunes, en appauvrissant les classes inférieures de la société, a été par-tout en le principal obstacle à l'accroissement de la richesse publique » (265). Sur ces fondements, Lauderdale va se faire

favorable à une répartition égalitaire des richesses puisque la diffusion des richesses stimule les désirs et incite les hommes à produire.

Il va en outre valoriser la figure du travailleur indépendant davantage prompt à chercher à s'épargner du travail en utilisant des machines.

« L'homme borné à une petite fortune, qui ajoute au bien-être que son industrie lui procure, s'est formé des habitudes qui naturellement lui inspirent le desir de suppléer à son travail ; et il trouve dans son peu de richesse les moyens d'exécuter un dessein qui n'est pas seulement utile pour lui, mais qu'il est beaucoup aussi pour sa patrie » (268-269)

À la critique de l'inégalité des richesses s'esquisse également une critique de la rente et du rentier car ce dernier ne cherche aucunement à trouver des moyens nouveaux pour suppléer au travail et concourir ainsi à la croissance de la richesse publique.

Pour autant, dans ses *Recherches sur la nature et l'origine de la richesse publique*, Lauderdale ne propose pas de politique destinée à promouvoir une répartition des richesses plus égalitaire.